

La Grèce ferme ses banques jetant un coup de froid sur les marchés

Par AFP | AFP - il y a 1 heure 25 minutes

Les banques grecques sont restées fermées lundi, première journée de contrôle de capitaux décrétée par la Grèce au bord du gouffre financier jetant un coup de froid sur les marchés, inquiets de la possibilité d'une contagion de la crise.

Après avoir ouvert en forte chute, les places financières européennes parvenaient à limiter leurs pertes en fin de matinée. Vers 11H30 (09H30 GMT), la Bourse de Francfort perdait ainsi 3,06%, Paris 3,18%, Londres 1,57%, Madrid 3,68% et Milan 3,69%.

La Bourse d'Athènes s'est mise à l'abri des secousses en fermant pour une semaine à l'exemple des banques du pays.

Les marchés asiatiques, de Tokyo à Hong Kong avaient donné le ton lundi en reculant fortement, également plombés par les craintes de voir Athènes sortir de la zone euro.

Sur le marché obligataire, les taux d'emprunt des pays du sud de la zone euro, notamment l'Espagne et l'Italie, se tendaient fortement mais sans excès.

Le gouvernement grec d'Alexis Tsipras a décidé dimanche de verrouiller son secteur financier pour le préserver d'un effondrement alors que les distributeurs de billets sont pratiquement à sec.

Les retraits aux guichets automatiques seront jusqu'au 6 juillet inclus limités à 60 euros par jour, selon un arrêté sur le contrôle des capitaux publié dans la nuit de dimanche à lundi. Le texte, signé par le président de la République Prokopis Pavlopoulos et le Premier ministre fait état "du caractère d'extrême urgence et de la nécessité imprévue de protéger le système financier grec et l'économie".

Les banques resteront fermées jusqu'au lundi 6 juillet inclus, alors que le référendum sur les négociations avec les créanciers du pays est prévu la veille, le 5 juillet.

Ce référendum, bien que le gouvernement grec condamne cette interprétation, prend désormais le caractère d'une consultation sur le maintien ou non dans la zone euro.

Après la réunion d'un comité restreint sur la crise grecque, le président français François Hollande a parlé d'un "choix souverain" des Grecs sur cette question de l'euro, tout en "déplorant" la rupture par Athènes des négociations sur la poursuite du financement du pays.

- Touristes préservés -

Les touristes séjournant en Grèce -- le tourisme est un moteur vital de l'économie -- et toute personne possédant une carte de crédit d'un pays étranger, ne sont pas concernés par la limitation des retraits, a indiqué le gouvernement.

Les Grecs, eux, ne cachaient pas leur inquiétude face à ce saut dans l'inconnu. "Demain c'est le jour de la paye. Mais maintenant les banques sont fermées et le patron n'a pas d'argent... Comment on va faire? Il faut qu'on paie nos factures", s'alarmait Sofia Chronopoulos, vendeuse de tissus à Athènes.

Dans une intervention dimanche soir à la télévision Alexis Tsipras a invité la population à garder son sang-froid, assurant d'un ton ferme que "les dépôts des citoyens dans les banques grecques" étaient "absolument garantis", tout comme le versement des salaires et des retraites.

Tous les ambassadeurs européens à Athènes, mais aussi russe, chinois, américain et israélien sont reçus lundi au ministère grec des Affaires étrangères pour être informés de la situation.

Alexis Tsipras a estimé que le refus des ministres des Finances de la zone euro de prolonger la programme d'assistance à son pays au-delà du 30 juin avait contraint le pays à ce contrôle des capitaux inédit.

Ce programme expire donc mardi, jour où la Grèce risque par ailleurs le défaut de paiement car il est peu probable qu'elle dispose de la somme de 1,5 milliard d'euros due au FMI à cette date.

- Encore des "marges" pour négocier ? -

Toutes les portes ne semblent pas fermées à une reprise des discussions évitant le scénario catastrophe d'une sortie de l'euro.

La chancelière allemande Angela Merkel est "évidemment disposée" à une reprise des discussions avec son homologue grec Alexis Tsipras "s'il le souhaite", selon son porte-parole.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a estimé lundi qu'il subsistait encore "des marges pour la négociation" entre la Grèce et ses créanciers et annoncé pour la mi-journée de nouvelles "propositions" de Bruxelles.

Le patron de la Commission européenne Jean-Claude Juncker devait donner une conférence de presse lundi à la mi-journée, mais sans présenter de "nouvelles propositions", a cependant tempéré sur Twitter sa porte parole Mina Andreeva.

Dimanche, il avait tweeté le texte de la proposition des créanciers "pour l'information du peuple grec", laissant entendre en creux que, si les électeurs approuvent ces propositions, il sera encore temps de s'entendre.

Le ministre espagnol de l'Economie Luis de Guindos a estimé lundi que la Grèce et ses créanciers pouvaient encore parvenir à un accord d'ici à mardi soir.

La négociation "peut reprendre à tout moment", a renchéri le ministre français des Finances, Michel Sapin.

La Banque centrale européenne a aussi donné un répit à la Grèce en maintenant intact le plafond de fourniture de liquidités d'urgence aux banques grecques, alors qu'on craignait qu'elle leur coupe les vivres.

